

Caudron : « Résistons à l'austérité »

L'ESSENTIEL

- Céline Caudron a pris la tête du Front des gauches à l'occasion des élections.
- Six partis de la gauche alternative ou écologique réunis sous un même sigle.
- Pour un soir ou plus, si affinités ?
- La tête de liste en Hainaut plaide pour la création d'un mouvement social.



D'ABORD CONSIDÉRÉE comme une petite sœur ou une copie du Français Olivier Besancenot, Céline Caudron a profité de la campagne pour montrer sa vraie dimension. © ALAIN DEWEZ.

ENTRETIEN

Voici un an, elle déboulait dans le paysage médiatique belge, en « cousine » du Français Olivier Besancenot. Un an plus tard, Céline Caudron n'a plus à supporter la comparaison de son alter ego. À 29 ans, elle est le fer de lance de la gauche alternative, unie pour la première fois depuis seize ans en un Front qui rassemble six partis différents. Une liste unique accouchée précipitamment, en raison du scrutin anticipé.

Est-ce l'urgence qui a dicté le choix de cette liste commune à gauche ?

Non. La question de s'unir se pose tous les jours, dans les luttes sociales, où nous nous retrouvons. L'unité est déjà là, sur les piquets de grève ou dans les manifestations. Après vient la question de l'unité politique, pour voir si on peut construire ensemble un vrai parti anticapitaliste et proposer une alternative centrée sur les besoins sociaux et écologiques. Notre Front ne veut pas être

une addition de petits partis, mais tente de fédérer ceux qui en ont ras le bol du système. Dans cette campagne, on estimait nécessaire de proposer une alternative à gauche pour ceux qui ne veulent pas payer une fois encore la crise. Nous voulons construire une résistance sociale la plus large possible.

Avec la perspective d'une véritable refondation de la gauche alternative, après le 13 juin ?

Nous n'avons pas le choix. Aucun autre parti ne traduit ces priorités sociales. On ne peut donc pas construire cela dans le cadre du PS ou d'Écolo ; il faut donc le bâtir ailleurs, avec les militants et les gens qui ne font pas de compromis.

Votre programme est-il réaliste, alors que les États sont à la merci des spéculateurs et que le dum-

ping social met les pays en concurrence ?

Soit on accepte la situation telle qu'elle est actuellement. Soit on refuse cette réalité-là, on constate l'échec du capitalisme et on rompt avec ce système. C'est ce que nous disons depuis des années mais la crise met cette lecture en évidence. L'Europe impose des mesures d'économies et les institutions financières rajoutent encore une couche d'austérité, sans

se soucier de l'avenir de la planète. **Le réformisme serait un échec ?**

Revendiquer la nationalisation du secteur de l'énergie, c'est estimer qu'on ne peut le soumettre à la logique du profit mais qu'on doit viser l'accès de tous à l'énergie, dans un but social, et l'orienter vers la production d'énergies renouvelables. Cela, ce n'est pas la révolution : on

reste encore dans le capitalisme. Mais on crée des brèches dans le système.

Jusqu'à ce qu'il s'effondre ?

Oui, car il ne va pas s'effondrer tout seul. Mais on ne changera rien s'il n'y a pas de mouvement de fond, permettant de modifier le rapport de forces.

Pour y parvenir, la gauche alternative ne doit-elle pas d'abord reposer sur un mouvement social ?

Cela va de pair. Nous ne pouvons pas rester là à attendre que ce mouvement sorte de terre. Et en même temps, nous ne pouvons être une force politique sans mouvement social. Nous voulons donc créer une conscience de l'urgence sociale et de la force qu'on a quand on est ensemble, pour bâtir une résistance sociale et un nouvel outil anticapitaliste.

Un front qui rêve d'un nouvel horizon

Un Front des gauches ! L'expression renvoie à deux références mythiques : le Front populaire qui porta Léon Blum à la tête du gouvernement français en 1936, et l'Union de la gauche, qui amena François Mitterrand à l'Élysée en 1981. Chez nous, Gauches Unies, agrégat de divers courants minoritaires et citoyens, avait récolté 0,60 % des suffrages aux Européennes de 1994. Sans lendemain. Et les convergences signées en 2002 n'ont pas résisté à la rivalité PS - Écolo. Alors, cette fois, l'alliance des « sans voix » de la gauche - Parti Communiste (PC), Parti socialiste de Lutte (PSL), Ligue communiste révolutionnaire (LCR), Parti Humaniste (PH), Comité pour une autre politique (CAP) et Vélorution - sera-t-elle concluante ? Si on en juge par les résultats de 2007 sous leur sigle actuel, c'est peu probable : PC (0,29 %), CAP (0,02 %), Vélorution (0,02 %), PH (0,01 %). Mais tel n'est pas le but de la coalition. Au-delà du scrutin, ses composantes envisagent des rapprochements plus formels, destinés à construire une gauche anticapitaliste. Par le passé, c'est sur cet écueil que leur rêve s'est échoué. Cette fois, peut-être...

P.L.T

Pourtant, les autres partis plaident pour l'austérité. Ils se trompent ?

Non. Ils sont fidèles à leur logique de soumission aux marchés. Après les élections, ils vont devoir trouver 22 milliards pour respecter le Pacte de stabilité. Nous, nous disons qu'il faut prendre le chemin des besoins sociaux et des urgences climatiques. C'est une autre voie.

Ne risque-t-on pas de subir alors le même sort que la Grèce ?

Mais c'est ce qui va arriver, sauf si on se mobilise et qu'on refuse cela, comme le peuple grec. Les Grecs sont entrés en résistance contre ce système. Une victoire du peuple grec serait une victoire pour l'ensemble des peuples européens. Nous devons également nous préparer à résister. Car, en Belgique aussi, on nous prépare l'austérité. ■

Propos recueillis par
PASCAL LORENT